

DIRECTION
DE LA
COMPTABILITE PUBLIQUE

BUREAU D 4

Numéro dans les séries spéciales :
1095 TM

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n° du

RAPPORTS ENTRE L'ETAT
ET LES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT PRIVES

REMBOURSEMENT DES CHARGES SOCIALES ET FISCALES

DOCUMENTS A ANNOTER

Instruction n° 61-80 - T 3 du 26 mai 1961.
Instruction n° 62-54 - T 3 - A 7 du 13 avril 1962.

Par circulaire n° 1696 en date du 10 mai 1962, le Ministre de l'Education Nationale avait informé les Préfets et Inspecteurs d'Académie de la périodicité à adopter pour le paiement de l'impôt forfaitaire de 5 % sur les rémunérations des maîtres de l'enseignement privé exerçant dans les classes sous contrat.

Les conditions et le rythme de remboursement, par les établissements d'enseignement privés, du montant des charges fiscales leur incombant (au titre des maîtres placés sous le régime du contrat simple), devaient être précisés ultérieurement. Aussi bien, en l'absence de directives, les services ordonnateurs de nombreux départements s'étaient abstenus d'émettre les titres de perception correspondants.

Pour régulariser cette situation le Département de l'Education Nationale vient de prescrire, par circulaire reproduite en annexe, la mise en recouvrement de toutes les créances dues à ce titre. La périodicité d'émission des ordres de reversement est celle prévue par l'instruction n° 62-54 - T 3 - A 7 du 13 avril 1962 émanant de la Direction.

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique :

Le Sous-Directeur,
G. REY

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGS	PGS	TPG	DOM	RF	TGA
-----	-----	-----	-----	----	-----

DIFFUSION
GT
double.
63

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ORGANISATION
ET DES PROGRAMMES SCOLAIRES

Organisation.

Bureau 0.4./JM/RB/N° 7072.

ANNEXE
à l'instruction
n° 63-160 - T 3 - A 7
du 25 novembre 1963.

Paris, le 4 novembre 1963.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

à

MESSIEURS LES RECTEURS (pour information),
MESSIEURS LES PRÉFETS,
MESSIEURS LES INSPECTEURS D'ACADÉMIE

OBJET. — Rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés sous contrat.
Paielement des charges sociales et fiscales.

Références : Décrets n° 60-745 et 60-746 du 28 juillet 1960.

Circulaire n° 1696 du 10 mai 1962.

Par circulaire citée en référence, je vous ai indiqué la périodicité à observer pour le paiement de l'impôt de 5 % sur les rémunérations servies aux maîtres de l'enseignement privé exerçant dans des classes sous contrat.

Le Ministère des Finances et des Affaires Economiques — Direction de la Comptabilité Publique — a appelé mon attention sur le fait qu'il convenait de mettre en recouvrement la part simplement avancée par l'Etat au titre de ces charges fiscales, comme au titre des charges sociales.

Je vous demande donc de bien vouloir émettre au plus tôt, au nom des établissements intéressés, des titres de perception pour les sommes dues à cet égard, au titre des trois premiers trimestres de 1963 et des années 1962 et antérieures, tandis que pour le quatrième trimestre de 1963 et pour les années suivantes, les titres seraient établis aux dates suivantes :

- 1^{er} juillet pour le remboursement des charges sociales et fiscales supportées par l'Etat pendant le premier semestre.
- 1^{er} octobre, 1^{er} janvier pour celles afférentes respectivement aux troisième et quatrième trimestres, ceci en application de l'instruction n° 62-54 - T 3 - A 7 prise le 13 avril 1962 par le Ministère des Finances, qui a modifié, sur ma demande, la périodicité d'émission des titres primitivement fixée par l'instruction n° 60-80 - T 3 du 26 mai 1961.

Au cas où certains établissements éprouveraient de sérieuses difficultés pour se libérer immédiatement des sommes qu'ils sont appelés à rembourser, il leur appartiendrait de se mettre en rapport avec les comptables du Trésor chargés du recouvrement, ces derniers étant seuls qualifiés pour accorder éventuellement des délais.

Pour le Ministre :

Le Directeur Général,
J. CAPELLE.